

# Cours de droit des sociétés

---

## Semestre 4

---

### Première partie

---

# Introduction

---

Une société est commerciale soit parce qu'elle a pour objet l'accomplissement d'actes de commerce, soit parce qu'elle revêt une forme qui lui confère le caractère commercial.

En effet, sont commerciales à raison de leur forme et quelque soit leur objet : les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés en commandite par actions, les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.

Seule la société en participation peut être civile ou commerciale suivant l'objet.

L'analyse de toutes ces formes de sociétés montre qu'il est possible de distinguer trois catégories : les sociétés de personnes, les sociétés de capitaux et les sociétés de nature hybride.

Les sociétés de personnes se caractérisent par la prépondérance de l'intuitus personae, c'est-à-dire par la considération de la personne des associés. On les appelle aussi sociétés par intérêt car l'apport de chaque associé est représenté par une part d'intérêt qui n'est pas en principe librement cessible. Les associés sont tenus indéfiniment et solidairement du passif social.

Il existe trois types de sociétés de personnes : la société en nom collectif, la société en commandite simple et la société en participation.

Quant aux sociétés de capitaux (ou par actions), elles reposent plus sur l'apport de capitaux que sur la confiance réciproque des associés. La responsabilité de ces derniers ne dépasse jamais le montant de leurs apports.

La société anonyme et la société en commandite par actions représentent cette deuxième catégorie.

Quant à la SARL, elle est de nature hybride : elle emprunte ses principaux caractères tant aux sociétés de personnes qu'aux sociétés de capitaux.

Les sociétés commerciales sont régies par deux lois : la loi 17-95 pour la seule société anonyme ( modifiée et complétée par la loi 20-05, la loi 78-12 et la loi 20-19) et la loi 5-96 pour les autres formes de société ( modifiée et complétée par la loi 21-05 et par la loi 24-10).

Ce cours comprend deux parties :

La première partie traitera les règles communes à toutes les sociétés.

La deuxième partie portera sur les règles particulières à trois types de sociétés commerciales : la société en nom collectif pour la catégorie sociétés de personnes, la société anonyme pour la catégorie sociétés de capitaux, et la société à responsabilité limitée qui est de nature hybride.

## **Première partie : Les règles communes à toutes les sociétés**

L'article 982 du DOC dispose que « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs biens ou leur travail ou tous les deux à la fois, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

La société est un contrat certes, soumis aux règles générales qui régissent les contrats, mais ce contrat est assez particulier puisqu'il donne naissance à une personne morale.

### **Chapitre 1 : la société est un contrat**

A côté des conditions communes à tous les contrats, le contrat de société est soumis à des conditions spécifiques.

#### **Section 1 : Les conditions communes à tous les contrats (Rappel)**

Les conditions de validité d'un contrat sont au nombre de quatre : le consentement, la capacité, l'objet et la cause.

Le consentement : les associés doivent donner leur consentement exempt des vices (erreur, dol et violence).

La capacité : l'exigence de la capacité est variable selon les sociétés. C'est ainsi que le mineur peut être associé dans une SARL ou dans une SA car la qualité de commerçant n'est pas requise dans ces deux formes juridiques.

Par contre, les mineurs ne peuvent pas être associés dans une société en nom collectif, ou associés commandités dans une société en commandite simple ou une société en commandite par actions, car dans ces différentes situations, l'associé acquiert la qualité de commerçant. Or, le mineur ne peut être commerçant.

L'objet : l'objet du contrat doit être licite et moral. Toute activité contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ne peut être exercée par une société.

La cause : c'est l'objectif poursuivi par les associés lors de la création de la société. La cause doit, elle aussi, être licite et morale. Dans le cas contraire, la société est frappée de nullité absolue.

#### **Section 2 : Les conditions spécifiques au contrat de société**

##### **Paragraphe 1 : Les conditions de fond**

Quatre éléments sont nécessaires à la formation du contrat de société :

- La réunion de deux ou plusieurs personnes
- La mise en commun de biens ou de services ou des deux à la fois
- La réalisation et le partage de bénéfices et la contribution aux pertes
- L'affectio societatis

### **A- Les associés**

Suivant le principe posé par l'article 982 du DOC, la constitution d'une société est possible à partir de deux associés. La seule exception concerne la SARL qui peut être constituée par une seule personne (SARL à associé unique).

### **B- Les apports**

L'apport est le bien qu'un associé s'engage à mettre à la disposition de la société en vue d'une exploitation commune. On distingue généralement trois types d'apports :

- Les apports en numéraire : ils correspondent aux apports de somme d'argent effectués par les associés.
- Les apports en nature : il s'agit de biens autres que l'argent. Il peut s'agir de biens immeubles ou meubles corporels (marchandises, machines...) ou incorporels (fonds de commerce, brevets d'invention...). Ces apports doivent pouvoir être préalablement évalués financièrement afin d'être apportés en société. L'évaluation est faite par un commissaire aux apports.
- Les apports en industrie : l'associé met à la disposition de la société, son expérience, ses connaissances techniques, son travail, ses services.

De tels apports (en industrie) ne peuvent concourir à la formation du capital social. Ils donnent cependant lieu à l'attribution de parts sociales ouvrant droit au partage des bénéfices et permettant de voter aux assemblées générales. La part des bénéfices qui revient à l'associé est égale à celle de l'associé qui a fait l'apport le plus faible en espèce ou en nature, sauf clause contraire des statuts.

### **C- Participation aux bénéfices et contribution aux pertes**

Les associés se partagent les bénéfices et contribuent aux pertes proportionnellement à leurs droits dans le capital social sauf clause contraire des statuts.

Les statuts peuvent en effet définir une répartition différente, sans toutefois pouvoir attribuer la totalité des bénéfices ou des pertes à un seul associé (clause léonine réputée nulle, article 1034 du DOC).

### **D- l'affectio societatis**

C'est une condition supplémentaire introduite par la jurisprudence. Elle reflète l'élément moral du contrat de société, c'est-à-dire l'intention de s'associer, d'agir ensemble dans un but commun qui est la réalisation et le partage du bénéfice. La présence ou l'absence de l'affectio societatis s'apprécie généralement par rapport aux comportements des associés, à leur investissement dans la vie de l'entreprise et sa gestion

### **Paragraphe 2 : Les conditions de forme**

La constitution d'une société est matérialisée par la rédaction d'un écrit qu'on appelle « les statuts ». La rédaction des statuts permet d'une part, d'établir la preuve de l'existence d'une société, et d'autre part de faire la publicité nécessaire pour l'acquisition de la personnalité morale.

En général, les statuts indiquent la nature de la société, le nom de la société, le siège social, la durée de la société, le montant du capital social, sa répartition, le mode de gestion, le nom des associés et des tiers qui ont le pouvoir de diriger ou de gérer la société, la réglementation des décisions des associés, l'organisation du contrôle des comptes de la société et certaines clauses concernant la dissolution de la société, sa liquidation, sa transformation en un autre type.

L'engagement dans la structure sociétaire n'est effectif qu'après la signature des statuts par tous les associés ou les actionnaires.

### **Paragraphe 3 : Les conditions de publicité**

La publicité consiste dans l'accomplissement des formalités suivantes :

-Le dépôt au greffe du tribunal du lieu où est situé le siège social de la société d'une copie des statuts. Ce dépôt va permettre à toute personne qui le désire de prendre connaissance ou de se faire délivrer une copie des statuts.

-La publication d'un extrait des statuts dans un journal d'annonces légales et au bulletin officiel.

-L'immatriculation au registre du commerce. Il s'agit d'une formalité très importante puisque les sociétés commerciales n'acquièrent la personnalité morale qu' à la date de leur immatriculation au registre du commerce.

## **Chapitre 2 : La société est une personne morale**

L'immatriculation de la société au registre de commerce donne naissance à une personne juridique nouvelle, autonome, distincte de celle des associés qui la composent : une personne morale.

Quelles sont donc les manifestations de la personne morale ? qu' en est-il de sa dissolution et liquidation ?

### **Section 1 : Les manifestations de la personnalité morale**

A l'instar des personnes physiques, la société personne morale a un nom, un domicile, une nationalité et un patrimoine.

#### **Paragraphe 1 : Dénomination sociale**

Les sociétés commerciales sont désignées par une dénomination sociale qui peut être choisie selon l'une des trois formules suivantes : dénomination tirée de l'objet de l'entreprise ; dénomination comportant le nom d'un associé ; dénomination de fantaisie.

Pour éviter tout risque de confusion, la dénomination sociale est protégée par l'inscription au registre central.

Les associés doivent consulter les services du registre central pour se procurer un certificat négatif qui prouve la non utilisation du même nom par une société.

#### **Paragraphe 2 : Le siège social**

Il s'agit du domicile de la société. C'est le lieu où la société a son principal établissement, celui où se trouvent les organes de direction et les services administratifs.

#### **Paragraphe 3 : La nationalité**

A l'instar des personnes physiques, la société est juridiquement rattachée à un Etat. Pour déterminer la nationalité d'une société, on se base généralement sur deux critères : soit sur le critère du siège social, soit sur le critère du contrôle.

Selon le premier critère, une société a la nationalité du pays où se trouve situé son siège social effectif.

Suivant le critère du contrôle, la nationalité des sociétés s'apprécie en tenant compte non pas du lieu du siège social, mais de la nationalité de ceux qui contrôlent la société, c'est-à-dire la nationalité des associés qui dirigent effectivement la société.

Au Maroc, une société est marocaine dès lors qu'elle a son siège social effectif au Maroc, même si elle est contrôlée entièrement par des capitaux étrangers.

#### **Paragraphe 4 : Le patrimoine**

La personne morale a, dès son immatriculation, un patrimoine. Ce dernier se définit comme l'ensemble des biens apportés par les associés à la constitution de la société (actif social) et des obligations qui naissent en échange des apports : remise des titres aux associés avec toutes les conséquences qui en découlent comme la répartition du bénéfice ou encore remboursement de l'apport en cas de dissolution de la société (passif social).

Le patrimoine social est distinct des patrimoines personnels des associés. Cependant, cette séparation ne se retrouve pas d'une façon aussi nette dans tous les types de sociétés.

En effet, une distinction s'impose entre les sociétés anonymes dans lesquelles la séparation est très nette, et les sociétés en nom collectif dans lesquelles la séparation n'existe que partiellement : les créanciers sociaux ont un droit sur le patrimoine personnel des associés, mais les créanciers personnels des associés n'ont aucun droit sur le patrimoine social.

#### **Section 2 Dissolution et liquidation des sociétés**

Plusieurs causes peuvent être à l'origine de la dissolution d'une société. Une fois dissoute, elle subit la liquidation.

##### **Paragraphe 1 : Les causes de dissolution**

Il existe plusieurs causes de dissolution. On peut citer :



-L'expiration du temps pour lequel la société a été constituée sauf prorogation décidée par les associés.

-La réalisation de l'objet en vue duquel la société a été constituée ou l'impossibilité de le réaliser.

-La réunion des parts sociales entre les mains d'un seul associé, à moins qu'il n'y ait transformation de la société en une SARL à associé unique.

-La dissolution anticipée décidée par les associés. Il s'agit ici de la rupture du contrat de société.

-La dissolution judiciaire pour juste motif, notamment en cas de mésentente grave entre associés paralysant le fonctionnement de la société.

## **Paragraphe 2: La liquidation**

La dissolution d'une société entraîne sa mise en liquidation mais pas sa disparition. Autrement dit, après la dissolution, la personne morale survit pour les besoins de la liquidation.

Pour ce faire, on désigne un liquidateur. Cette désignation peut être faite dans les statuts (liquidateur statutaire), ou après la constitution de la société par une assemblée générale extraordinaire, ou par le tribunal si les associés n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un liquidateur.

Le liquidateur est chargé des opérations de liquidation qui sont au nombre de trois:

- La réalisation de l'actif

Le liquidateur doit réaliser l'actif social, c'est-à-dire le transformer en argent liquide. Pour cela, il doit vendre les biens de la société et recouvrer ses créances.

- Remboursement aux associés de leurs apports

Une fois les créanciers de la société totalement désintéressés, le législateur doit rembourser aux associés leurs apports. Ces derniers ne seront donc désintéressés que si l'actif social n'a pas été entièrement utilisé pour payer les créanciers.

- Partage du boni de liquidation

Après le paiement des créanciers sociaux et le remboursement des apports, s'il reste encore des fonds (boni de liquidation), ils doivent être partagés entre associés

proportionnellement au montant de leur apport. Mais, cette règle peut être écartée par une clause contraire des statuts.

Dès que la liquidation est close, on assiste à la disparition de la société en tant que personne morale, c'est-à-dire en tant que sujet de droit.